

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

22 mai 2018

AVENIR PROFESSIONNEL - (N° 904)

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° AS97

présenté par

Mme Valetta Ardisson, M. Besson-Moreau, M. Marilossian, M. Fiévet, M. Blanchet, Mme Janvier,  
M. Matras, Mme Guerel, Mme Cazebonne, M. Ardouin, M. Bois, M. Cédric Roussel,  
M. Trompille, M. Belhaddad, M. Delpon et Mme Fontenel-Personne

**ARTICLE 44**

Compléter l'alinéa 13 par les deux phrases suivantes :

« La charge disproportionnée est définie par un décret qui détermine notamment les modalités de l'évaluation préalable réalisée par l'organisme, en tenant compte de sa taille, de ses ressources et de sa nature et de l'avantage estimé pour les personnes handicapées au regard de la fréquence et de l'utilisation. L'évaluation doit préciser les parties des exigences en matière d'accessibilité ne pouvant être respectées, et les alternatives accessibles. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'article 44 vise à prendre les mesures de nature législative nécessaires à la transposition de la directive 2016/2102 du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public, qui doit intervenir avant le 23 septembre 2018.

Le présent amendement a fait l'objet d'un avis circonstancié du conseil national consultatif des personnes handicapées et propose de définir davantage la notion de charge disproportionnée en s'appuyant sur le considérant 39 et l'article 5 de la directive.

Cela permettra que cette notion, source d'exonération importante, puisse être bien appliquée et de manière très stricte.